

VAGUE D'ARRESTATIONS DE MILITANT·ES ET D'INTELLECTUEL·LES DE GAUCHE

Une vague d'arrestations de chercheur·e-s et d'intellectuel·les de la gauche critique est en cours en Iran. Tous et toutes appartiennent à des cercles de pensée de gauche engagée, un espace intellectuel de plus en plus criminalisé par le régime.

Ci-dessous on peut lire à ce sujet la déclaration commune de quatre organisations indépendantes :



Déclaration commune d'organisations indépendantes



La convocation et l'arrestation de militant-es et d'intellectuel·les constituent une intensification de l'oppression et de la répression de la liberté

Le matin du 3 novembre 2025, des agents de sécurité ont pénétré au domicile de Parviz Sedaghat, écrivain, traducteur et chercheur en économie. Ils l'ont arrêté après avoir saisi ses effets personnels. Les agents de sécurité ont également convoqué Mohammad Maljou et ont emporté avec eux ses effets personnels. Ces derniers jours, lors d'une opération similaire, les forces de sécurité ont arrêté Mahsa Asadollahnejad, Shirin Karimi et Heyman Rahimi. Elles ont ensuite également convoqué Keyvan Mohtadi. La vie et les activités des personnes arrêtées ont un point commun : leurs activités intellectuelles et culturelles, leur travail sociétal et leur soutien aux droits fondamentaux de la population.

Nous, organisations indépendantes de travailleurs/euses et de retraité-es, condamnons ces convocations et arrestations, ainsi que les atteintes à la vie privée des personnes. Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle des personnes arrêtées.

L'opposition à la nouvelle vague d'arrestations, portée par de nombreux groupes sociaux et personnalités éprises de liberté, ainsi que par divers militant-es progressistes et des droits sociaux, a pris une ampleur considérable. D'autre part, l'ampleur de la répression et des arrestations augmente de jour en jour. Un grand nombre de chercheur·es et traducteurs/trices exerçant des activités légales et publiques ne sont pas à l'abri de la répression. Plus les crises du pouvoir s'intensifient, plus l'appareil d'Etat, au lieu de répondre

aux besoins fondamentaux du peuple travailleur, resserre davantage l'étau des restrictions sur les libertés sociales et civiles.

Leurs activités sociétales, ainsi que leurs prises de position politiques ont poussé les responsables judiciaires et sécuritaires à les combattre, et à emprisonner des défenseurs/euses de la liberté sous des accusations fallacieuses telles que « l'atteinte à la sécurité nationale ». La violation du domicile et de la vie privée des citoyen-nes, ainsi que l'augmentation du nombre de convocations et d'arrestations, constituent une restriction des libertés. Elles constituent des actes de répression des forces politiques progressistes éprises de liberté. Elles doivent être immédiatement stoppées.

13 novembre 2025

Syndicat des ouvriers de la canne à sucre de Haft Tappeh

Comité de coordination pour aider à la création d'organisations syndicales

Travailleurs/euses retraité-es du Khuzestan

Groupe de l'Union des retraités